Inviter des observateurs juifs au concile ?

Les réflexions du Secrétariat pour l'Unité sur le statut des interlocuteurs juifs (1960-1962)

Inviting Jewish observers in the council? The reflections of the Secretary for the Promotion of Unity on the status of the Jewish interlocutors (1960-1962)

¿Invitar observadores judíos al Concilio? Las reflexiones del Secretario para la Unidad sobre el estatuto de los interlocutores judíos (1960-1962)

Claire Maligot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/28015>

DOI : 10.4000/assr.28015

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2016

Pagination : 275-295

ISBN : 978-2-7132-2518-5

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Claire Maligot, « Inviter des observateurs juifs au concile ? », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 175 | juillet-septembre 2016, mis en ligne le 01 octobre 2018, consulté le 17 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/28015> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.28015>

Claire Maligot

Inviter des observateurs juifs au concile ?

Les réflexions du Secrétariat pour l'Unité sur le statut des interlocuteurs juifs (1960-1962)

Si la participation des observateurs œcuméniques au concile Vatican II est bien connue¹, la réflexion sur le statut des interlocuteurs non-chrétiens l'est moins². L'histoire des relations entre catholiques et juifs au moment du concile a été avant tout l'histoire du texte conciliaire sur les non-chrétiens³, plutôt qu'une histoire des acteurs non-chrétiens. Or l'octroi d'un statut pour les interlocuteurs juifs est une hypothèse envisagée à plusieurs reprises par quelques membres du Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens ou sollicitée par des représentants laïcs de la diaspora juive. Trop peu suivis pour faire objet de consensus au sein du Secrétariat ou être présentée à la Commission Centrale, les quelques sondages ou projets de statut soulignent néanmoins le développement inédit des contacts et les problèmes nouveaux qu'ils engendrent au début du concile.

Que révèlent ces suggestions minoritaires au sujet des premiers contacts conciliaires ? Entre juin et septembre 1960, les projets visant à traiter des juifs au concile n'envisagent ceux-ci que comme objets ou destinataires indirects de la discussion catholique, et non comme des interlocuteurs potentiels. Les contacts noués à partir de l'automne 1960 font évoluer ces cadres de pensée ecclésio-centrés vers une logique bilatérale, tandis que les pratiques empiriques engendrent un besoin de réglementation progressivement mise en place. Dans cette diplomatie du spirituel, les contacts, investis différemment de part et d'autre, sont cependant toujours l'enjeu de rapports de force, tant bilatéralement qu'à l'intérieur de chaque groupe religieux.

Une question juive au concile ? (juin-septembre 1960)

À l'ouverture du concile, les contacts entre représentants juifs et autorités ecclésiales romaines sont rares, avant que le Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens ne s'impose comme nouvelle interface de liaison.

1. (M. Velati, 2014, 2011 ; É. Fouilloux, 1993).

2. (M. Velati, 1996 : 283).

3. (É. Fouilloux, 2002 ; J. Oesterreicher, 1967).

Augmentation des contacts au début du pontificat roncallien

Le développement relatif des échanges dans les années qui suivent l'annonce du 25 janvier 1959 n'est pas directement lié à la perspective conciliaire : en dehors de quelques réactions épisodiques⁴, celle-ci a eu peu d'écho immédiat dans les milieux juifs. Les interactions des juifs avec les catholiques sont avant tout tournées vers le pape, dont l'aura va croissant après la réforme de la prière du Vendredi Saint, en avril 1959⁵ : le 17 octobre 1960, une délégation de l'*United Jewish Appeal* remercie Jean XXIII pour la modification du *Pro Judaeis*. Le pape jouit d'une bonne image dans l'opinion juive qui, tout en reprenant les traits de la figure roncallienne⁶ – la bonté du pape, insiste sur deux éléments moins mobilisés par les catholiques, la réforme liturgique et son action de sauvetage pendant la guerre, en tant que délégué apostolique en Turquie.

L'audience sollicitée par Jules Isaac pour le 13 juin 1960 s'inscrit dans la même logique de démarche pontificale. L'historien juif, dix ans après une audience avec Pie XII jugée décevante, sollicite de son successeur une condamnation ferme de l'« enseignement du mépris ». C'est une fois à Rome qu'il prend réellement conscience de l'ampleur de la dynamique conciliaire. Il est éclairé sur son fonctionnement par ses contacts catholiques, dont le recteur de Saint-Louis des Français, André Baron, et par ses entrevues à l'ambassade israélienne auprès du Quirinal. Jean XXIII le réoriente vers le cardinal Bea, président du jeune Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens, qui le reçoit le 15 juin 1960.

Cette place centrale accordée au pape ne tient pas qu'à la personnalité roncallienne. Dans les milieux juifs prédomine une conception pyramidale et hiérarchisée de l'Église, qui surévalue le magistère pontifical. Représentants laïcs de la diaspora, rabbins, presse juive et diplomates israéliens ont du mal à saisir le fonctionnement du concile⁷, sa collégialité et son degré d'autorité magistérielles – et ce d'autant plus que le processus conciliaire est placé *sub secreto*. Jean XXIII entend corriger cette vision de la toute-puissance du pape lorsqu'il rappelle à J. Isaac la pluralité des acteurs ecclésiaux : « Je suis le chef, mais il me faut aussi consulter, faire étudier par les bureaux les questions soulevées, ce n'est pas ici une monarchie absolue⁸ ».

Rattachement de la « question juive » au Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens

L'initiative de J. Isaac est originale, car les rapports entre Église et judaïsme occupent à l'époque une place mineure dans la réflexion de l'Église. Ils n'accèdent

4. Telle celle du rabbin M. Eisendrath, dans le *New-York Times* du 20 février 1960.

5. (M. Paiano, 2000).

6. (C. Maligot, 2013).

7. Pour la réaction de la diplomatie israélienne, voir le rapport de Raja Kagan du 14 août 1960 (cité par A. Melloni, 2000 : 89).

8. J. Isaac, « Notes sur huit jours à Rome », archives de la Congrégation féminine Notre-Dame de Sion, Paris, Fond Vatican II, 30 juin 1960.

au rang de réflexion conciliaire qu'à la mi-septembre 1960, sous l'effet de l'implication personnelle d'Augustin Bea.

Quelques jours après sa nomination à la tête du Secrétariat pour l'Unité, chargé des relations œcuméniques, le cardinal rencontre le 9 juin 1960, à New York John Oesterreicher, directeur de l'*Institute of Judaeo-Christian Studies* de Seton Hall⁹. Ce dernier corédige un mémorandum sur les juifs, envoyé à Rome le 24 juin 1960¹⁰. Il s'ajoute au *votum* de l'Institut Biblique Pontifical, également en faveur d'une réévaluation de l'enseignement de l'Église sur les juifs. Par ailleurs, A. Bea rencontre à plusieurs reprises courant août et septembre Gertrud Luckner, puis en octobre Karl Thieme, les deux principaux représentants de la Gesellschaft für jüdisch-christliche Zusammenarbeit et fondateurs du *Freiburger Rundbrief*. Ils sont présents à la conférence d'Apeldoorn (28-31 août 1960), aux côtés de John Oesterreicher et de Léo Rudloff, osb, abbé de la Dormition, à Jérusalem, futurs consultant et membre de la sous-commission sur les juifs. Outre le compte-rendu oral de la conférence fait par J. Oesterreicher et G. Luckner au cardinal¹¹, les propositions d'Apeldoorn sont envoyées par Anton Ramselaar, organisateur de la conférence, à Johannes Willebrands, secrétaire du Secrétariat pour l'Unité, le 28 septembre 1960¹². Centralisant des initiatives éparses dont il n'est pas à l'origine, mais dont il se fait le porte-parole, A. Bea obtient du pape le 18 septembre¹³ l'extension du champ de compétences du Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens à la question *De Judaeis*.

En dehors de J. Isaac, les projets envoyés à Rome émanent des milieux catholiques. Dès les premiers mois d'existence du Secrétariat, ces initiatives sont rapidement hiérarchisées. Le mémorandum de Seton Hall sert de base à la réflexion¹⁴, tandis que le dossier de Jules Isaac fait figure de documentation indicative, reçue de manière critique, tant par A. Bea¹⁵ que par Grégory Baum¹⁶. La démarche du Secrétariat s'élabore de fait dans un cadre intra-confessionnel et ecclésio-centré. Le 27 octobre 1960, dans l'ébauche de programme du Secrétariat, quatre pistes sont proposées au sujet de la question juive :

1. *A more explicit declaration by the Council on the relation between the Old and New Testaments,*

9. Archiv der deutschen Provinz der Jesuiten (ADPJ), Munich, Fond Bea, Lg, 3.

10. Archivio Segreto Vaticano (ASV), Cité du Vatican, Conc. Vat. II, 1452.

11. Ils sont reçus par Bea respectivement le 9 et le 23 septembre 1960. ADPJ, Bea, Lg, 3.

12. Lettre d'A. Ramselaar à J. Willebrands, 28 septembre 1960, ASV, Conc. Vat. II, 1452.

13. (S. Schmidt, 1989 : 421).

14. Lettre de J. Willebrands à J. Oesterreicher, 18 février 1961, ASV, Conc. Vat. II, 1452 : « I think that the proposals you submitted last summer remain the best ones we have; they will be treated in April together with a report by G. Baum ».

15. Procès-verbal de la session plénière du Secrétariat, 20 avril 1961.

16. G. Baum conteste à J. Isaac la thèse d'un antisémitisme chrétien, enraciné dans les Évangiles. Il s'y emploie dans *The Jews and the Gospel, a re-examination of the New Testament*, publié en 1961, en réaction à la *Jésus et Israël*, paru en 1948.

2. *A reform in Christian education concerning the Jews : misunderstandings, « reprobation » of the Jewish people,*
3. *The change of some liturgical texts (anti-Jewish patristic lessons),*
4. *A feast of « The Just of the Old Testament » or even a Votive Mass*¹⁷.

Abordant la question sous l'angle théologique et spirituel, les points 1 et 4 ne rompent pas avec la représentation traditionnelle des rapports entre les deux Testaments. Une messe votive, sous le nom de litanie des Saints d'Israël, était déjà autorisée dans le patriarcat de Jérusalem depuis septembre 1956¹⁸ et entendait favoriser la « réconciliation » d'Israël avec l'Église. Les points 2 et 3 se placent dans la continuité de diverses enquêtes¹⁹ sur les préjugés antisémites ou anti-judaïques dans la catéchèse et dans la liturgie catholique, dans la lignée de la réflexion après-guerre.

Ce programme n'envisage pas spécifiquement l'élaboration de rapports particuliers avec des juifs, alors que la réflexion œcuménique avait rapidement incorporé une approche relationnelle. Dès le 30 octobre 1959, le Secrétaire d'État Domenico Tardini avait annoncé que la présence d'observateurs œcuméniques était à l'étude ; le Secrétariat avait été érigé comme « secrétariat de liaison » le 5 juin 1960 et nombreux sont les membres et consultants qui suggèrent l'invitation d'interlocuteurs non-catholiques en octobre-novembre 1960.

Dans ces conditions, quelle place donner, du point de vue catholique, aux échanges bi-confessionnels au sein de cette réflexion intra-chrétienne ?

De l'ecclésiocentrisme aux contacts bilatéraux : premiers échanges (octobre-décembre 1960)

Le 26 octobre 1960, les représentants, laïcs, du World Jewish Congress, respectivement son Président, Nahum Goldmann, et son Secrétaire général, Gehrart Riegner, rencontrent le Président du Secrétariat pour l'Unité pour aborder la place de la « question juive » au concile, alors que certains rabbins avaient déjà exprimé leurs réticences en coulisse. Dès le 8 novembre 1960, la parution d'un entrefilet dans la presse juive révélant les échanges en cours provoque une première crise au Secrétariat.

17. « Bozza di programma », sans auteur, 27 octobre 1960 (publié par M. Velati, 2011 : 122).

18. Lettre d'A. Gori, patriarche latin de Jérusalem, à B. Hussar, o.p., 6 septembre 1956, Archives de la Province dominicaine de France (APDF), Paris, Fond Hussar, 6.

19. En France, l'enquête de Paul Démann, nds, et Renée Bloch avait paru dans les Cahiers Sioniens, « La catéchèse chrétienne et le peuple de la Bible. Constatations et perspectives » dès 1952. Les sœurs de Sion avaient mené des enquêtes de ce type en Angleterre et aux États-Unis ; le monastère belge d'Hurtebise transmet au Secrétariat une « Supplique concernant nos rapports de Chrétiens vis-à-vis d'Israël », le 9 janvier 1961 ; ASV, Conc. Vat. II, 1452.

Une première entrevue, le 26 octobre 1960

L'entrevue opère un changement de régime par rapport aux contacts précédents : elle marque véritablement le début des contacts bilatéraux entre les représentants des deux groupes religieux. Alors que les entrevues de juin impliquaient un individu privé, J. Isaac, le Secrétariat est désormais amené à traiter avec des représentants d'associations juives.

Il est difficile de déterminer à qui revient l'initiative de l'entrevue. Selon G. Riegner²⁰, qui suit N. Goldmann²¹, A. Bea aurait fait appel à des jésuites romains²² pour savoir à qui s'adresser dans le monde juif à propos du concile ; ceux-ci l'auraient orienté vers le WJC. Les agendas du cardinal²³ portent par ailleurs la trace d'un contact préparatoire, le 30 septembre 1960, entre A. Bea et Joseph Golan, intermédiaire personnel de N. Goldmann. La chaîne des intermédiaires est longue et son ordre incertain. Côté catholique, on tend à mettre ces démarches au crédit des juifs. Le 14 novembre 1960, le cardinal s'appuie sur ces initiatives juives extérieures pour justifier l'inclusion de cette question à l'agenda établi du Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens. Énumérant ses compétences, il cite les juifs, après les chrétiens non-catholiques et avant les Orientaux :

De nombreux juifs ont adressé des suppliques (*preces*) au Souverain Pontife, les uns demandent la possibilité d'être informés du concile sous une forme ou une autre et de pouvoir lui présenter ses revendications (*petitiones*), les autres vont jusqu'à demander la création d'une commission autonome²⁴.

En juin, les intentions de J. Isaac étaient restées plus modestes – et étaient jusqu'alors les seules demandes juives adressées aux instances catholiques²⁵. Quel fut, par conséquent, l'impact de l'entrevue du 26 octobre 1960 sur cette chronologie, du côté juif comme du côté catholique ?

Dans la diaspora, l'entrevue accordée à N. Goldmann fait débat. Elle entraîne un premier décalage entre associations laïques – à l'image du WJC – et associations rabbiniques, consultées par un WJC avide d'une caution religieuse avant

20. (G. Riegner, 1998).

21. (N. Goldmann, 1970).

22. Les sources catholiques n'en disent rien, qu'il s'agisse des papiers personnels de Bea ou des archives du Secrétariat. S. Schmidt, absent lors de la rencontre, reprend le récit de N. Goldmann ; (Schmidt, 1989 : 421).

23. ADPJ, Bea, Lg, 3.

24. (M. Velati, 2011 : 154-155, latin).

25. J. Isaac se rallie, après réflexion, à un projet de sous-commission qui lui est suggéré par A. Baron, recteur de Saint-Louis des Français ; J.-F. Arrighi, futur *minutante* du Secrétariat abonde en ce sens. Cette solution est présentée tactiquement comme une alternative à un pape empêché dans sa liberté d'action, aux dires des deux ecclésiastiques, face aux réticences d'A. Ottaviani et de D. Tardini ; au contraire de la sollicitation d'une déclaration pontificale, elle présente l'avantage, en « ne proposant pas de solution », de conserver un libre examen catholique de la question. L'historien est d'abord réticent face au recours à une commission technique intermédiaire et souhaite avant tout obtenir une déclaration pontificale, mais il inclut finalement ce projet dans la « Note conclusive et complémentaire » qu'il présente au pape quelques jours plus tard. J. Isaac, « Note sur les Huit Jours à Rome », 30 juin 1960, *op. cit.*

de s'engager dans des discussions bilatérales avec l'Église. Début octobre, N. Goldmann sonde l'*Union of Orthodox Jewish Congregations of America*, l'une des principales associations rabbiniques représentant la branche orthodoxe du judaïsme américain, au sujet d'une invitation au concile. Bien qu'il essuie un refus, il passe outre et se sert de l'entretien pour arguer de la caution de Moses Feuerstein, président de l'UOJCA. Le 18 octobre 1960, M. Feuerstein, indigné, dément auprès des rabbins de l'UOJCA, et par répercussion, de certains rabbins européens²⁶. Contre le projet de N. Goldmann, il se rallie, personnellement et au nom de l'UOJCA, au refus catégorique exprimé par Joseph Soloveitchik, rabbin orthodoxe très influent. Les positions de l'UOJCA restent officiellement les mêmes durant tout le concile²⁷, tandis que la Conférence des rabbins européens adopte, un an plus tard, une disposition semblable de non-participation au concile, le 16 novembre 1961. À l'automne 1960, seuls des représentants laïcs, appartenant aux *defense agencies* de la diaspora, se saisissent donc de la question d'une invitation conciliaire. Leur marge de manœuvre est restreinte par la désapprobation rabbinique. Le WJC prend l'initiative de réunir pour le 9 novembre 1960 quelques rabbins, issus des différentes tendances du judaïsme (libéraux, *conservative* et orthodoxes), pour discuter de la situation²⁸. Selon Tullia Zevi, le cardinal Bea encouragerait de son côté la création d'une interface unique, à qui le Secrétariat pourrait s'adresser :

*Card Bea express[ed] his knowledge and approval of the NY meeting [...] He expressed hope that the meeting would produce a committee or group truly representative of the entire Jewish people with whom the Ecumenical Council can deal and which should draft requests and suggestions immediately, possibly within one month*²⁹.

Pour ces associations, l'hypothèse d'un statut formel octroyé par les catholiques, permet de légitimer une stratégie de contacts qui reste contestée au sein du judaïsme.

Établir des échanges : tâtonnements, contacts et divergences

Pour le Secrétariat, l'ouverture aux contacts a pour corollaire la nécessité d'identifier des interlocuteurs valides et fiables ; or, ceux-ci sont mal connus.

26. Lettres de M. Feuerstein, à N. Goldman, 14 et 18 octobre 1960 ; copie envoyée au grand rabbin de France, Jacob Kaplan ; Centre de Documentation Juive Contemporaine (CDJC), Paris, Fond Kaplan.

27. Elle maintient cette ligne de non-contact auprès du *Synagogue Council of America* (SCA), regroupant les six plus importantes associations rabbiniques du judaïsme libéral, conservateur et orthodoxe aux États-Unis, *American Jewish Historical Society* (AJHS), New York, SCA, I-68. Officieusement cependant, M. Feuerstein approche l'archevêque de Boston, R. Cushing, en février 1962. Archives du diocèse de Boston, fond Cushing, M2443, échange de télégrammes des 1-2 février 1962.

28. T. Stransky place quant à lui cette réunion le 8 décembre 1960, en présence de J. Soloveitchik ; (T. Stransky, 2007 : 39).

29. Copie du télégramme de T. Zevi au Secrétariat (télégramme Zevi), 8 novembre 1960, ASV, Conc. Vat. II., 1452.

À qui demander conseil pour amorcer les échanges ? Le Secrétariat ne peut s'appuyer sur un carnet d'adresses antérieur, une interface officielle ou un groupe de discussion, à la différence du rôle qu'a pu jouer la Conférence Catholique pour les Questions Œcuméniques³⁰. De surcroît, les effets négatifs du *monitum* du Saint-Office du 5 juillet 1948³¹ pèsent sur la structure des réseaux de contacts, fortement segmentés : dans leur grande majorité, les forces vives du rapprochement judéo-chrétien se concentrent à l'échelle locale, loin de Rome.

Il est donc plausible qu'au vu de ces déficiences, A. Bea ait cherché à collecter, à l'été et à l'automne 1960, des renseignements auprès d'intermédiaires variés, plus ou moins familiers de la question, ou militants du rapprochement : il échange un courrier avec G. Luckner en juillet 1960³². C'est encore dans cette perspective d'identification des bons acteurs qu'il accepte de rencontrer T. Zevi, le 7 novembre 1960. Cette journaliste italienne, correspondante du quotidien israélien *Maariv* et collaboratrice du *Jewish Chronicle*, est considérée par les catholiques comme proche du WJC³³. Ce faisant, le président du Secrétariat ne s'écarte pas de la façon de procéder déjà éprouvée pour les relations œcuméniques. L'établissement de contacts est précédé de la consultation de spécialistes avertis, à ceci près que pour les relations avec les juifs, le Secrétariat recourt d'autant plus à des liens faibles. Quel statut donner ensuite à ces échanges en devenir ? Le problème intervient dès la première prise de contact, comme le rapporte G. Riegner au sujet du 26 octobre 1960 :

La première question était de savoir si les juifs voulaient être invités au concile comme observateurs. La deuxième question [...] était de savoir si les organisations juives étaient prêtes à soumettre un mémorandum au concile ou à l'Église catholique dans lequel ils formuleraient leur point de vue sur les problèmes touchant les deux communautés³⁴.

Il est difficile d'évaluer ce qui relève de la reconstruction *a posteriori* ou partisane, chez le représentant d'une association qui a toujours revendiqué une hypothèse maximaliste à propos du statut d'observateur et qui, à plusieurs

30. M. Velati a montré le réinvestissement des contacts de la CCQO par le Secrétariat pour l'Unité (M. Velati, 2011 : 18-40 ; *id.*, 1995 : 75-118).

31. AAS, vol. XL, 1948, p. 257. Le *monitum* mettait à l'index la participation des clercs catholiques aux mouvements de rapprochement judéo-chrétien et mettait les laïcs en garde contre les risques d'indifférentisme de ces discussions. Une copie est transmise par A. Roncalli, alors délégué apostolique à Paris, à l'archevêque de Lyon, P.-M. Gerlier, le 29 novembre 1950. Un rappel demandant l'application des mesures est envoyé en juin 1954 à l'archevêque de Londres, B. Griffin.

32. Lettre de G. Luckner à A. Bea, 22 juillet 1960, ASV, Conc. Vat. II., 1452.

33. La copie du télégramme envoyé le lendemain de l'entrevue avec Bea, est archivée au Secrétariat, sous le titre : « From miss Zevi, a representative of Jewish Congress in America » ; en réalité, elle n'a pas de mandat du WJC, télégramme Zevi, 8 novembre 1960, ASV, Conc. Vat. II., 1452.

34. (G. Riegner, 1998).

reprises, est allée plus loin que ce que voulaient accorder les catholiques. Toujours est-il que de part et d'autre, la question des voies d'accès semble bien à l'étude. Aux dires de T. Zevi et de G. Riegner, elle est abordée lors des deux fois en entretien, le 26 octobre et le 7 novembre, et trouve un écho positif chez les deux représentants, mandaté ou informel, du WJC. Néanmoins, A. Bea n'est alors que dans une attitude de prise de renseignements et d'ébauche de relations – et non dans une logique d'institutionnalisation immédiate de ces relations. L'enthousiasme de T. Zevi lui fait passer (trop) rapidement sur la lenteur du processus conciliaire :

I asked whether the presence of Jewish observers at the Council is possible. Card. Bea replied « the observers » problem is yet unclarified, even for the Orthodox and Protestants. This problem shall be discussed within the coming months. Moslems so far haven't submitted any requests. The Jews should submit a proposal for sending Jewish observers, without mentioning names or number at first ; when the general issue of all observers is decided, then the Jews should deal directly with me on detail. All I want is to be informed on what is desired. I am grateful for all suggestions: we don't want to decide alone and a priori. The Holy Father appointed me precisely in order to have somebody to whom the Jews might address themselves³⁵.

De fait, côté catholique, l'enjeu d'accueillir des observateurs juifs occupe un rang très secondaire par rapport aux relations œcuméniques, où la question des observateurs n'est pas tranchée. Le décalage entre ces deux visions apparaît net dès le lendemain de l'entrevue avec T. Zevi, lors de la parution d'un entrefilet dans la presse.

Une première crise, le 8 novembre 1960

Alors que dans l'esprit de Bea, la conversation du 7 devait rester confidentielle, le 8 novembre, la Jewish Telegraphic Agency, basée à New York, révèle l'existence de contacts officieux en vue d'une invitation de représentants juifs au concile. L'information se diffuse rapidement en Europe. Parue dans la presse britannique juive via le *Jewish Chronicle*, elle est reprise par l'hebdomadaire londonien catholique *The Universe*. La nouvelle attire l'attention du gouvernement américain puis du *National Catholic Welfare Conference*. La première réaction de la hiérarchie ecclésiastique est états-unienne. Le NCWC demande confirmation de l'information à Thomas Stransky, *minutante* au Secrétariat d'origine américaine, qui entretient de bons rapports avec le NCWC et son bureau de presse. De Rome, le Secrétariat doit faire face aux réactions diplomatiques des pays arabes. Fidèle au principe du *sub secreto*, il apporte très rapidement un démenti officiel, courant novembre. Cela ne suffit pas à éteindre la rumeur : les *Informations catholiques internationales* publient le 1^{er} décembre 1960 une brève annonçant, malgré le démenti (qu'il cite), la création au Secrétariat d'une sous-commission officieuse sur les juifs.

35. Télégramme Zevi, 8 novembre 1960, ASV, Conc. Vat. II., 1452.

L'épisode montre les divergences de stratégies de communication, entre les deux groupes d'acteurs. Là où le Secrétariat tâtonne et recherche la confidentialité, la recherche de légitimité passe du côté du WJC par une approche pragmatique. Alliant prise d'initiatives et médiatisation, il met les autorités religieuses, Secrétariat pour l'Unité ou corps rabbinique, devant le fait accompli. Sur le fond, cette stratégie communicative, à laquelle le WJC reste fidèle durant toute la phase préparatoire au moins, alors qu'elle est perçue par les catholiques comme autant de fautes de tact ou de faux-pas dans l'établissement de contacts, n'est pas spécifique aux relations avec le Vatican. Elle s'inscrit dans un cadre plus large de représentation de la diaspora sur la scène internationale, des institutions internationales (UNESCO) aux relations judéo-catholiques. Elle relève de l'opportunisme politique d'une organisation non-gouvernementale spécialisée dans le *lobbying*³⁶, qui assoit son influence sur sa visibilité médiatique et sur ses liens avec des instances extérieures au monde juif. Dans un cercle vertueux de transactions de la reconnaissance, l'association tire crédit des contacts noués qu'elle avance comme la preuve de sa capacité et de son efficacité à représenter une large partie de l'opinion juive. Entre coup médiatique et recherche d'un adoubement réciproque, le WJC entend ainsi se positionner comme interlocuteur accrédité et légitime auprès du Secrétariat – et ce d'autant plus qu'il est d'une part concurrencé dans ses prétentions par d'autres acteurs juifs entrant en contact avec Rome, de la diplomatie israélienne aux autres *defense agencies* de la diaspora, et que d'autre part, ses prises de position sont contestées par les principales associations rabbiniques³⁷.

Le conflit fait bien apparaître un hiatus dans les représentations juive et catholique des contacts bilatéraux et leur médiatisation, mais surtout, il montre l'autonomie de la ligne menée des associations de la diaspora, tant vis-à-vis des cadres catholiques prévus pour ces échanges, que vis-à-vis des positions rabbiniques. Précocement, celles-ci ne se cantonnent pas à répondre aux approches catholiques mais développent une stratégie d'action (*agency*) qui leur est propre.

Les conséquences de la crise : reprise en main catholique et gel de la question des observateurs

Cette fuite, la première d'une longue série dans l'histoire du schéma³⁸ sur les juifs, est perçue comme une crise côté catholique. À l'ouverture et à l'indécision des premiers contacts succède une ferme reprise en main.

36. Elle échappe totalement aux représentants catholiques, du Secrétariat aux évêques européens (G. Riegner, 1998).

37. Sur les divergences de position, au sein du monde juif, face au concile, voir C. Maligot, 2015.

38. Voir ci-dessus, p. 250.

Si A. Bea affirme le 14 novembre 1960 que la question juive dépend du Secrétariat, rien n'est dit sur d'hypothétiques invitations juives dans le rapport sur les observateurs rédigé par J. Willebrands : présenté le 15 décembre 1960, il est centré sur les relations œcuméniques. Le cas des juifs n'est ajouté que pour les besoins de la circonstance au terme des quatre points de l'ordre du jour³⁹. La méfiance domine :

Le professeur J. Isaac a demandé au cardinal que les Juifs soient invités⁴⁰. Mgr Willebrands fait remarquer : « quand on traite avec les Juifs il y a toujours le danger de voir la politique se mêler au domaine strictement religieux. D'ailleurs en Amérique, il y a deux groupes antagonistes. La chose est très délicate, d'autant plus que les Arabes ayant su que les Juifs demandaient à venir au concile, ont fait demander à Son Eminence s'ils ne pourraient pas y assister eux-mêmes⁴¹ ».

Le procès-verbal ne permet pas de dire si les réserves émises par le Secrétaire sont strictement personnelles ou si elles reflètent la ligne générale. Mais en février 1961, questionné sur le degré d'avancement des travaux, J. Willebrands est toujours partisan de la prudence et fait état de mesures dilatoires qui ne sont pas de son fait. À J. Oesterreicher, qui attendait depuis deux mois sa nomination officielle auprès du Secrétariat, il répond :

I delayed in answering you [as] I have expected every day to receive the official news of your appointment. Although I was concerned about the long time we in fact had to wait for that, I remained always confident that sooner or later it would come [...]. [In] April, we are going to discuss all the questions relating to the Jews. A special sub-commission on the whole Jewish Problem has not been created and I think it better that we not establish one. The Jewish Press is only too eager to build up much publicity by such a move. But we do have several competent consultants in the Secretariat on the Jewish question and we can achieve something positive without creating a sub-commission⁴².

La crise de novembre 1960 a donc non seulement temporairement compromis les échanges, mais aussi durablement pesé sur les cadres de réflexion. Elle a nettement réduit l'ampleur des projets, qui se développent désormais en mode mineur. Contemporaine du démenti officiel, une note du Secrétariat du 21 novembre faisait dès l'abord état de cette réduction drastique par rapport aux vues exprimées par T. Zevi le 8 novembre. Il n'est plus question d'envisager de consulter les interlocuteurs juifs sur les experts catholiques à nommer dans la sous-commission chargée des juifs ; quant à la transmission des *desiderata* juifs en vue du concile, elle est subordonnée à l'existence d'un statut et donc remise à plus tard :

La question des observateurs n'est pas encore décidée, pas plus que pour les chrétiens orthodoxes et protestants. Une fois seulement la question résolue, les juifs pourront alors présenter leurs propositions au cardinal⁴³.

39. J. Willebrands les avait fixé en introduction : la mission des observateurs, leur statut, leur choix et leur nombre.

40. Nulle trace de cette demande dans la « Note sur les Huit Jours à Rome », *op. cit.*

41. (M. Velati, 2011 : 186).

42. Lettre de J. Willebrands à J. Oesterreicher, 18 février 1961, ASV, Conc. Vat. II., 1452.

43. Note du Secrétariat, sans auteur, 21 novembre 1960, allemand, ADPJ, Bea, Lf, 7, 2.

Trois mois plus tard, on l'a vu, un Willebrands timide est toujours peu favorable à l'érection d'une sous-commission sur les juifs. Même une fois la sous-commission établie, on ne souhaite plus au Secrétariat un groupe de représentants juifs qui pourrait servir d'interface unique des négociations⁴⁴ : le 16 mai 1961, alors que les contacts ont repris et se détournent de la question des observateurs pour envisager la transmission de mémorandums, c'est au tour de Stjepan Schmidt, secrétaire particulier du cardinal Bea, d'écrire à Fritz Becker, représentant du WJC : il craint qu'un mémorandum cosigné par les associations regroupées dans la Conference of Jewish Organizations, manifestant de la sorte un large front d'union juif face au concile, ne pèse sur la liberté de mouvement conciliaire par sa force symbolique. Durant tout le reste de la phase préparatoire, la conception des contacts entre juifs et catholiques n'atteint plus les ambitions de l'automne 1960, même si les contacts s'intensifient. Médiatisation et risque de politisation cantonnent la discussion dans un espace plus modeste. Le principe exposé dans le programme du 27 octobre 1960, « the decision of the Holy Father : no publicity⁴⁵ », est appliqué avec un surcroît de rigueur. Il contraste avec la médiatisation de la question œcuménique et il est assez respecté pour qu'à la session d'août 1961, Jean Jérôme Hamer, o.p., demande si l'attribution d'une compétence sur les juifs au Secrétariat est publique. J. Willebrands répond par l'affirmative, tout en précisant que la direction a dû à nouveau tempérer la situation face aux annonces médiatiques indésirées⁴⁶. Il nous faut donc examiner à nouveaux frais les pratiques de contacts mis en place. Ils s'accompagnent d'un souci de leur réglementation des échanges.

Établir une diplomatie des échanges

En raison de leur caractère stratégique, les contacts bilatéraux fonctionnent sur le mode de relations de magistère à magistère. Malgré des différences dans les structures d'autorité, les échanges sont polarisés par les acteurs les plus hauts placés, disposant de fonctions directives au sein des deux communautés. La crainte des fuites pouvant fragiliser ces échanges informels tend à renforcer cette tendance et à limiter le nombre d'intermédiaires.

Le primat des magistères

Côté catholique, les contacts sont *de facto* polarisés par la direction du Secrétariat. Alors que les relations œcuméniques étaient mieux réparties entre membres et consultants, un petit nombre d'acteurs, A. Bea, J. Willebrands, T. Stransky,

44. Lettre de S. Schmidt à J. Golan, 26 mai 1961, ADPJ, fond Bea, Lf, 5.

45. (M. Velati, 2011 : 124).

46. (M. Velati, 2011 : 650-652).

et dans une moindre mesure, S. Schmidt, concentrent l'essentiel des relations judéo-catholiques. Les membres et consultants de la sous-commission, nommés entre novembre 1960 et février 1961, ont ainsi un moindre rôle. L. Rudloff, o.s.b. correspond avec des théologiens catholiques spécialisés dans les relations avec les juifs en Israël, tels Jean-Roger Henné, o.s.a, et Bruno Hussar, o.p., mais semble avoir peu de contacts avec des juifs. J. Oesterreicher dispose d'un réseau préconciliaire plus transnational, incluant des échanges soutenus avec K. Thieme et P. Démann, mais là encore, les catholiques sont surreprésentés. Enfin, G. Baum, o.s.a, entend se distancier de l'action des *defense agencies*, aussi bien par obéissance aux règles du Secrétariat⁴⁷ que par choix personnel. En 1964, il justifie sa position de retrait vis-à-vis de l'*American Jewish Committee* :

*I am, of course, deeply concerned about the matter [...]. [But] it is my personal conviction that a Christian of a Jewish family can have real influence on Christian-Jewish relations, among Jews and among Christians, only through a certain kind of discretion*⁴⁸.

Plus spécifiquement, comment expliquer la prépondérance d'A. Bea ? Elle tient à sa position institutionnelle, consolidée ensuite par son aura personnelle. Si le cardinal peut, fait rare à Rome, s'appuyer par un petit réseau personnel de contacts antérieurs avec des intermédiaires du rapprochement judéo-chrétien, encore faut-il ne pas en surévaluer l'importance. Ses bonnes relations avec G. Luckner ne débouchent pas sur une mise en relation directe avec des représentants associatifs juifs ; ceux-ci se contentent de lui transmettre une lettre de Martin Buber, vieille de neuf mois, fin juillet 1960⁴⁹, qui n'a pas de suite. A. Bea jouit aussi de la confiance personnelle et des espoirs dont les interlocuteurs juifs font preuve à son égard⁵⁰. Faut-il supposer que le Président du Secrétariat se soit, sur le modèle des relations avec le Conseil Œcuménique des Églises, formellement réservé les contacts directs les plus importants, en raison de la technicité du problème et de sa délicatesse diplomatique ? Si tel est bien le cas pour le COE⁵¹, rien ne l'indique pour les juifs dans les consignes du Secrétariat à ses membres ; cependant, une tendance de fond réserve de fait les échanges avec les juifs au

47. Au moment de définir les règles de confidentialité, celui-ci impose dès le 14 novembre 1960 de dissocier relations amicales et rôle de membre du Secrétariat (M. Velati, 2011 : 168).

48. Lettre de G. Baum à M. Tanenbaum, 25 août 1964. Archives de l'*American Jewish Committee* (AJC), New-York, IAD, 33.

49. Lettre de M. Buber, sans destinataire, 5 octobre 1959 ; transmise par G. Luckner à A. Bea le 22 juillet 1960 ; ASV, Conc. Vat. II., 1452.

50. Lettre de Z. Shuster au bureau new-yorkais de l'AJC, du 20 décembre 1961 : « *I should like to tell you that I found him [A. Bea] to be outstanding in any respects, and primarily as a man of profound knowledge of Judaism, an excellent interpreter of Jewish love in modern terms, and a man imbued with a spirit of enthusiasm about ultimate values. [...] For my part, I can testify that he succeeded in creating a rapport with Christian religious leaders in a way few laymen and even Jewish religious leaders could have done* ». M. Tanenbaum, « Heschel and Vatican II, Jewish Christian relations », *Memorial symposium in honor of A. Heschel*, 21 février 1983, tiré à part, p. 7.

51. Rapport de J. Willebrands au Secrétariat, 14 novembre 1960 (M. Velati, 2011 : 164).

noyau resserré de la direction du Secrétariat, au point que les autres membres du Secrétariat, voire de la sous-commission, n'en n'ont pas toujours connaissance.

Informels, ces premiers contacts sont corrélativement interpersonnels, dépendant de l'engagement individuel d'un petit nombre d'acteurs. En parallèle, la direction politique des principales associations laïques de la diaspora juive, souvent en binôme avec un rabbin, sollicite ainsi une audience avec la direction du Secrétariat.

Des représentants accrédités ?

Si chacun des protagonistes associe donc contenu stratégique de l'échange et élitisme des partenaires de la discussion, l'absence d'une structure centrale représentant toutes les communautés juives, engendre un surcroît d'attention, côté catholique, et d'insistance, côté juif, quant à la représentativité, l'autorité, voire l'accréditation des acteurs juifs impliqués, en position d'entrants.

Qui sont les représentants autorisés du monde juif ? La concurrence est rude, et chacun des interlocuteurs du Secrétariat revendique pour lui-même la prétention de faire des rapports bilatéraux son domaine réservé. Aux catholiques cherchant un « quasi pape juif », G. Riegner présente N. Goldmann comme le *rosh galouta*, terme judéo-araméen qui désignait le chef de la diaspora, ou l'exilarque, après la destruction du temple⁵² ; en réponse de quoi A. Bea se serait présenté comme le fondé de pouvoir du pape, chargé de centraliser les demandes juives⁵³. Mais la prévalence des associations laïques dans les échanges ne fait pas l'unanimité. Le 21 novembre 1960, en pleine crise Zevi, Israël Brodie, grand rabbin de Londres, affirme que la décision d'accepter ou non une participation au concile sous quelque forme que ce soit doit revenir exclusivement aux autorités religieuses rabbiniques : « *It is however clear to the Chief Rabbi that this decision must be taken only by a rabbinic authority and that it is not a matter for the lay leadership*⁵⁴ ».

Le Secrétariat n'a qu'une connaissance floue des rapports de force internes au judaïsme – il est ainsi plus au fait des rivalités entre agences laïques le sollicitant que des positionnements en retrait. Il est cependant très fortement conscient de la pluralité du judaïsme et des phénomènes de concurrence qui peuvent en découler et indirectement rejaillir sur lui. Sa préoccupation durant toute la phase préparatoire, est de ne pas se voir engager, à son corps défendant, dans des controverses partisans. Ceci lui pose d'autant plus problème s'il est en position de devoir lancer des invitations ou des contacts. N. Goldmann en fait état dans son récit de l'audience du 26 octobre 1960 :

52. (G. Riegner, 1998).

53. Télégramme Zevi, 8 novembre 1960, ASV, Conc. Vat. II., 1452.

54. Lettre d'I. Brodie, président de la Conférence des rabbins européens, aux membres du Comité Permanent, 21 novembre 1960, CDJC, Kaplan.

Le cardinal me confie qu'il a longtemps été au désespoir de savoir qui inviter du côté des juifs, puisque la religion juive ne possède ni pape ni Vatican, et que selon ses informations, le monde juif est éclaté en une multitude de groupes religieux⁵⁵.

Dès le 7 novembre 1960, A. Bea relativise auprès de T. Zevi la représentativité de N. Goldmann : « *mentioning the Goldmann meeting, he stated that he was favorably impressed but believed Goldmann is not representative of the entire Jewish people* ». Après la première crise et une fois la tension redescendue, le Secrétariat privilégie définitivement l'envoi de mémorandums de la part des juifs, plutôt que faire aboutir les projets de statut formel⁵⁶. Au bilan, les contacts les plus suivis ont lieu avec les représentants mandatés d'association, alors que la méfiance domine vis-à-vis d'acteurs isolés ou de second rang, dont le rôle d'intermédiaire est ambigu. Le Secrétariat coupe court avec certains interlocuteurs juifs, qu'il ne juge plus fiables ou trop subjectifs. T. Zevi ne réapparaît plus dans les agendas du cardinal ou de son secrétaire, après le faux pas de novembre 1960 ; elle ne réapparaît dans la correspondance conservée au Secrétariat qu'en janvier 1964, pour une lettre insignifiante⁵⁷. De même, J. Golan est débouté au printemps 1962, alors qu'il avait servi d'intermédiaire pour deux sollicitations d'audience pour N. Goldmann, en octobre 1960, puis au printemps 1961. Au printemps 1962, il rencontre à nouveau deux fois A. Bea les 24 et 27 avril 1962⁵⁸, peu avant que n'éclate l'affaire Wardi⁵⁹, puis les contacts cessent brutalement, en raison du discrédit que la direction du WJC fait peser sur lui⁶⁰. Il est probable que les contacts de second rang aient servi de fusibles à l'association, afin de préserver les liens entre les représentants de tête des deux groupes.

Le besoin de normes : réflexion sur un statut spécifique

Même sans statut officiel d'observateur, la mise en place de contacts pendant la phase préparatoire s'accompagne progressivement de règles protocolaires minutieuses, afin d'éviter toute fuite, récupération ou débordement en dehors des cadres prévus.

Le 7 avril 1961, S. Schmidt s'en fait l'intermédiaire auprès de J. Golan, au sujet d'une nouvelle entrevue prévue avec Goldmann :

55. (N. Goldmann, 1998).

56. (C. Maligot, 2016).

57. Lettre de T. Zevi à J. Willebrands, 14 janvier 1964, ASV, Conc. Vat. II, 1454, I.

58. ADPJ, Bea, Lg, 3.

59. Le 12 juin 1962, la presse annonce l'appointment d'un ancien fonctionnaire israélien du ministère des cultes, C. Wardi, comme observateur du WJC auprès du concile. Ceci provoque une crise diplomatique.

60. Note de S. Schmidt, sans date, italien, ADPJ, Bea, Lf, 5, 3 : « À un certain point, N. Goldmann nous communiqua qu'il ne considérerait plus Monsieur Golan comme un représentant *ad hoc*, parce que, dans mes souvenirs, il avait usé de sa position à des fins personnelles ».

1/ Son Éminence donne son accord pour la rencontre mais insiste sur sa nature « de caractère strictement privé ». 2/ Son Éminence désire également souligner que la rencontre « ne recevra aucune publicité », c'est-à-dire qu'elle sera connue des seuls participants, et évidemment de leurs supérieurs – ce que du reste vous m'avez déjà assuré lors de notre dernière conversation⁶¹.

La retranscription écrite d'un engagement oral comme la glose des termes de l'audience, définis dans deux langues pour couper court à toute ambiguïté, soulignent le soin apporté à la définition des cadres de l'échange. Dans un contexte politique et diplomatique tendu, la priorité du Secrétariat est la confidentialité. De fait, le souhait de formaliser les contacts répondait avant tout, pour le Secrétariat, à un besoin de canalisation des échanges, en déterminant des garanties pratiques associées à un type d'interlocuteur, nommément identifié et statutairement défini – alors que c'est la dimension honorifique qui prime du côté juif. Avec la reprise des échanges et leur densification au second semestre de l'année 1961, et la pluralisation des acteurs juifs, notamment avec l'implication de l'*American Jewish Committee*, un avis anonyme émanant des milieux du Secrétariat, la fin 1961⁶², relance l'idée d'un statut pour les observateurs. Définissant des règles de bonne conduite, le projet est très ambitieux dans ces propositions et entend être avantageux pour les deux parties. La reconnaissance officielle des échanges est assortie d'obligations mutuelles, droits (accès à l'information) et devoirs (respect du secret) :

Cette position leur donnerait le droit :

1. d'obtenir des informations confidentielles sur les questions qui les intéressent (et qui ne sont pas divulguées au grand public) ;
2. de présenter les *desiderata* de leurs communautés respectives.

Pour leur part, ils s'engageraient à donner des garanties sur l'usage de telles informations : ne pas les communiquer à la presse, en conserver l'usage confidentiel, etc.

S'appuyant sur l'expérience des ratés de l'année précédente, on cherche ainsi à réglementer les échanges au fur et à mesure de leur développement, car le vide formel dans lequel ils s'étaient d'abord déroulés est désormais ressenti comme un manque. En effet, si l'intégralité des travaux des commissions préparatoires est placée *sub secreto*, le rappel des règles de confidentialité est surreprésenté dans les relations avec les juifs. Cela tient à la nature de ces échanges, politiques

61. Lettre de S. Schmidt à J. Golan, Paris, 7 avril 1961, italien et français, ADPJ, Bea, Lf, 5, 4. Les expressions entre guillemets sont en français dans le texte.

62. Note, sans date et sans auteur, « Osservatori non-cristiani al Concilio? (1961), un parere », italien, ADPJ, Bea, Lf, 7, 2. Le titre du document et sa datation sont de S. Schmidt, qui a inventorié le fond Bea. Le document est aisément datable de la fin 1961 : il est contemporain ou légèrement antérieur à l'examen de la question par la Commission Centrale, le 7 novembre 1961. Une note ajoutée de Schmidt met en perspective cet avis maximaliste avec d'une part le silence de Bea dans son rapport à la Commission, et d'autre part, la formulation floue de Jean XXIII, le 7 novembre 1961 : « nous l'avons dit plusieurs fois et nous le redisons encore : que nos frères séparés de l'unité de l'Église et même la foule de ceux qui n'ont pas encore pu recevoir le signe du Christ sur leur visage, mais vers qui afflue cependant la lumière de la révélation naturelle, tournent leurs esprits vers le concile » (AD, II, II/1, p. 444, latin).

malgré les intentions affichées par le Secrétariat. Les négociations inter-religieuses ne disposent pas d'une sphère de discussion autonome, doté de cadres institutionnels spécifiques. Par conséquent, recevoir un représentant juif est perçu de l'extérieur comme un geste diplomatique ; de tels échanges empruntent d'ailleurs leurs modalités et leur protocole aux échanges informels déjà noués, entre juifs et catholiques, via la Secrétairerie d'État. Ils croisent dimension politique et dimension spirituelle, puisqu'ils impliquent une prise de position du Secrétariat dans un champ de la réflexion théologique neuf et mal balisé, alors que s'y superposent, dans la presse, dans une partie de l'opinion juive, voire dans l'agenda du WJC, les attentes au sujet d'une formalisation des échanges avec Israël – ce que les catholiques refusent de considérer.

Pour l'ensemble de ces raisons, le développement des contacts suscitent méfiance et réprobation dans certains cercles au Vatican : à cet égard, l'affaire Wardi est un prétexte qui cristallise des oppositions plus profondes, lors de la suppression de la question de l'ordre du jour conciliaire, par la Commission Centrale, le 20 juin 1962, sur décision d'Amleto Cicognani. Elle montre aussi la dimension politique de cette diplomatie du spirituel.

La diplomatie du spirituel

Enfin, juifs et catholiques n'attribuent pas la même signification symbolique à une hypothétique reconnaissance statutaire.

Le décalque incomplet des réflexions œcuméniques

Au Secrétariat, les relations avec les juifs se construisent sur un autre modèle que l'œcuménisme. La réflexion, moins avancée, est fréquemment abordée sur le mode d'une analogie incomplète avec les relations intra-chrétiennes. Il en va ainsi de la recension en session plénière des échos trouvés à l'extérieur par le travail du Secrétariat :

Nous avons reçu en outre beaucoup de suggestions et de rapports des personnes qui ne sont pas membres ni consultants et parmi eux des chrétiens séparés anglicans, luthérien, réformés, et même des israélites⁶³.

Capital d'expérience, répertoire de solutions pratiques ou de méthodes, les relations œcuméniques servent de modèle au Secrétariat pour envisager les relations avec les juifs mais un décalage persiste dans les intentions motivant ces relations et l'ampleur à leur donner. Le transfert de statut d'un champ à un autre est toujours incomplet, y compris dans les projets les plus maximalistes. L'avis anonyme de la fin 1961 distingue nettement interlocuteurs juifs et observateurs œcuméniques :

63. (M. Velati, 2011 : 162).

Certains désirs ont été exprimés. Le Saint Père a mentionné à plusieurs reprises leur intérêt pour le concile. D'autre part, ils ne peuvent être placés sur le même plan que les représentants des communautés chrétiennes, pour des raisons évidentes. [...] On propose donc de les admettre comme *représentants accrédités* auprès du Concile – ou mieux auprès du Secrétariat, qui servira d'intermédiaire.

La fonction, la titulature et l'interlocuteur (le Secrétariat plutôt que le concile) dévolus sont plus modestes que ceux qui sont envisagés pour les observateurs œcuméniques. Mieux, alors qu'en novembre 1960, la question des observateurs juifs était encore placée dans le prolongement de celles des observateurs œcuméniques, les deux questions sont désormais disjointes en novembre 1961, où les modèles de relations convoqués pour aider à traiter la question des juifs sont aussi médiatiques et diplomatiques. De fait, le statut envisagé est un statut pratique et honorifique, sans la dimension spirituelle attribuée à la présence des observateurs œcuméniques et présentant comme un acte de témoignage réciproque⁶⁴, dans une démarche commune vers l'unité chrétienne.

Ni diplomates, ni journalistes, ni observateurs œcuméniques

Le statut à accorder aux juifs se situe donc dans un entre-deux, du point de vue relationnel et théologique. L'avis anonyme de la fin 1961 ne le définit que par la négative. Il est pensé à la fois en miroir et par opposition avec les droits donnés aux non-catholiques, aux journalistes et aux diplomates, tout en affirmant une dimension honorifique spécifique : « il va de soi qu'ils pourront non seulement assister aux sessions solennelles publiques du Concile, mais qui plus est à des places d'honneur réservées ». Par ailleurs, le Secrétariat est divisé sur la façon d'envisager théologiquement le lien entre Église et Synagogue et de définir ce « peuple d'Israël ». Pour les uns, le rattachement de la question juive aux relations œcuméniques est un motif circonstanciel, fruit de l'histoire du rattachement de la question juive au Secrétariat ; d'autres, au contraire, l'investissent d'un sens théologique et voient dans la séparation entre Église et Synagogue la première rupture œcuménique.

Fin 1961, A. Bea fait le choix de privilégier la viabilité du projet sur les juifs à son ampleur, et adopte la même attitude au sujet des observateurs juifs. Considérant, d'une part, le rapport de force engagé avec les autres commissions préparatoires, dont la Commission Théologique, et, d'autre part, l'état controversé de la discussion, y compris au Secrétariat, la décision est prise, sur proposition d'A. Bea, à la session du 28 novembre 1961, de rédiger un court texte d'une

64. Le rapport de J. Willebrands, examiné le 15 décembre 1960, définit la spécificité de la catégorie d'observateurs œcuméniques par la notion de témoignage : « il faut distinguer nettement la fonction des observateurs et des journalistes : les premiers sont pour nous les représentants des communautés chrétiennes séparées, ils viennent pour connaître l'Église et son témoignage, ils étudient la possibilité d'une collaboration entre chrétiens en vue de l'unité chrétienne ; les journalistes eux sont les représentants d'organes de publicité, ils viennent pour informer l'opinion, soit pour, soit contre nous » (M. Velati, 2011 : 178).

page, afin d'être sûr de le voir passer à la Commission Centrale⁶⁵. De la même manière, par prudence, dans son rapport sur les observateurs, examiné par la Commission Centrale le 7 novembre 1961, le cardinal ne dit mot de la possibilité d'observateurs juifs au concile – un fait qui lui est reproché par quatre des cinquante-neuf votants, souhaitant, à titre individuel, l'élargissement du statut d'observateurs œcuméniques à des interlocuteurs juifs et musulmans, voire à des représentants des religions asiatiques⁶⁶.

Toute interprétation spirituelle d'un œcuménisme élargi est absolument refusée, autant par J. Soloveitchik que par le *Synagogue Council of America* ou la deuxième Conférence des Rabbins Européens. Le refus de participation de la part des rabbins achève de délier les deux questions, statut honorifique et participation officielle. Mais pour ceux qui s'engagent dans les contacts, la reconnaissance statutaire devient un enjeu tant symbolique que politique. Elle renaît sporadiquement au cours des sessions conciliaires, à travers des candidatures individuelles spontanées, tel William F. Rosenblum, rabbin libéral à la tête du Temple Israel, à New York, en septembre 1963⁶⁷, ou des recommandations catholiques, de Emil C. Oestreich⁶⁸, recteur auxiliaire de St. Mary of the Assumption à Philadelphie, à Ludwig Semkowski, s.j., à Jérusalem, qui transmet à la demande à Pierre Duprey⁶⁹, avant le Secrétariat. Mais ces tentatives ne trouvent plus d'écho auprès du Secrétariat échaudé par les fuites médiatiques récurrentes.

Les velléités d'invitation d'observateurs issus du judaïsme échouent. On ne saurait mettre cet échec seulement sur le compte de coups médiatiques, de la fuite Zevi à l'affaire Wardi. Il atteste plutôt l'état d'une question très controversée théologiquement, n'ayant ni la même ampleur, ni les mêmes objectifs conciliaires que les relations œcuméniques. Ces suggestions, portées par une fraction minoritaire, répondent aussi à des considérations tactiques. Derrière la recherche d'une normalisation des rapports, il y a chez les catholiques le souci pratique de canaliser les échanges. Après la première crise médiatique, le maintien de ces contacts dans une sphère informelle et officielle, sans publicité, apparaît la meilleure des garanties. Pour les associations juives, la question du statut s'inscrit au contraire dans une politique de visibilité et une stratégie d'accès à la reconnaissance.

65. Sur les hésitations de Bea, et sa crainte de voir le projet de texte bloqué par la Commission Centrale, voir le procès-verbal de la session du 28 novembre 1961 (M. Velati, 2011 : 739-744).

66. Il s'agit de Fernando Cento, Josip Antun Ujcic, Pierre Martin, Ngô Đình Thục, et Peter McKeefry.

67. Lettre de W. Rosenblum à A. Bea, 29 septembre 1963, transmise par E. Tisserant, ASV, Conc. Vat. II, 1454, IV et VII. Son audience avec le pape lui attire par ailleurs les violentes critiques de Balfour Brickner, à la tête de l'Interreligious affairs committee du SCA (lettre de W. Rosenblum à B. Brickner, 7 avril 1964, AJHS, SCA, I-68, 9).

68. Lettre d'E. Oestreich à A. Bea, 5 août 1962, ASV, Conc. Vat. II, 1454, VI.

69. Lettre de P. Duprey à A. Bea, 20 mai 1963, qui retransmet la demande faite à L. Semkowski, ASV, Conc. Vat. II, 1453, II.

Points de rupture temporaire dans la négociation, les crises de novembre 1960 et juin 1962 montrent aussi l'autonomie des associations juives laïques. Elles ne sont pas les destinataires passifs d'un projet d'origine catholique mais entendent faire valoir leur propre ligne d'action, distincte des avis des associations rabbiniques, des normes conciliaires et des projets du Secrétariat, qui n'envisage à aucun moment le projet de texte sur les juifs comme une co-élaboration.

Claire MALIGOT

Groupe sociétés, religions, laïcités (GSRL)

UMR 8582, CNRS-EPHE

clairemaligot@free.fr

Bibliographie

- FOUILLOUX Étienne, 2002, « L'étape Vatican II », Becker A. *et al.*, *Juifs et chrétiens : entre ignorance, hostilité et rapprochement (1898-1998)*, Lille, Édition du Conseil scientifique de l'Université Charles-de-Gaulle, Lille III, p. 195-209.
- , 1993, « Des observateurs non-catholiques », Fouilloux É. (dir.), *Vatican II commence... Approches francophones*, Leuven, Instrumenta Theologica, 12, p. 235-261.
- GOLDMANN Nahum, 1970, *Staatsmann ohne Staat*, Berlin, Kiepenheuer und Witsch.
- MALIGOT Claire, 2013, « John XXIII, Vatican II and the Jews », *International Conference, Honoring the Memory of Pope John XXIII*, Konrad-Adenauer Stiftung, Jérusalem.
- , 2015, « “Négocier avec les partenaires chrétiens, assurer la discipline parmi les juifs”, les enjeux internes des démarches juives auprès du concile Vatican II », Delmaire *et al.*, *Les représentations juives du christianisme*, Tsafon, *Revue d'études juives du Nord*, hors-série, 8, p. 123-152.
- , 2016, « Mémoires et convertis, les difficiles voies d'accès des juifs au concile Vatican II », actes du 140^e congrès des Sociétés historiques et Scientifiques du 28 avril 2015, à paraître.
- MELLONI Alberto, 2000, *L'altra Roma, Politica e S. Sede durante il concilio Vaticano II (1959-1965)*, Bologne, Il Mulino.
- OESTERREICHER John, 1967, « Erklärung über das Verhältnis der Kirche zu den Nicht-christlichen Religionen », coll. *Lexikon für Theologie und Kirche, Das zweite vatikanische Konzil*, tome II, Freiburg im Breisgau, p. 406-478.
- PAIANO Maria, 2000, « Il dibattito sui riflessi dell'antisemitismo nella liturgia cattolica », *Studi Storici*, Année 41, 3, p. 647-710.
- RIEGNER Gerhart, 1998, *Ne jamais désespérer. Soixante années de service au service du peuple juif et des droits de l'homme*, Le Cerf, Paris.
- SCHMIDT Stjepan, 1989, *Augustin Bea, Der Kardinal der Einheit*, Graz, Styria.
- STRANSKY, Thomas, 2007, « Nostra Aetate. An Insider's story », Lamdan, Melloni (eds.), *Nostra Aetate, Origins, Promulgation, Impact on Jewish-Christian relations*, Berlin, LIT, p. 29-54.

- VELATI Mauro, 1995, « "Un indirizzo a Roma", La nascita del Segretariato per l'Unità dei Cristiani (1959-1960) », Alberigo G., *Il Vaticano II fra attese e celebrazione*, Bologne, Il Mulino, p. 75-118.
- , 1996, *Una difficile transizione, Il cattolicesimo tra unionismo ed ecumenismo (1952-1964)*, Bologne, Il Mulino.
- , 2011, *Dialogo e rinnovamento, Verballi e testi del Segretariato per l'unità dei cristiani nella preparazione del concilio Vaticano II (1960-1962)*, Bologne, Il Mulino.
- , 2014, *Separati ma fratelli, Gli osservatori non cattolici al Vaticano II (1962-1965)*, Bologne, Il Mulino.

Inviter des observateurs juifs au concile ? Les réflexions du Secrétariat pour l'Unité sur le statut des interlocuteurs juifs (1960-1962)

Durant la phase préparatoire du concile, le Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens envisage brièvement d'élaborer un statut spécifique d'observateurs pour les représentants juifs, issus principalement d'associations séculières, qui entrent en contact avec lui. Le projet est abandonné, après deux effets d'annonce qui relayaient dans la presse ces velléités de statut et provoquèrent deux crises médiatiques et diplomatiques. Faire l'histoire de ce statut avorté permet de retracer les débuts d'une institutionnalisation des rapports entre instances conciliaires et représentants juifs, en insistant sur les enjeux politiques et symboliques inhérents à cette diplomatie du spirituel.

Mots-clés : Vatican II, Nostra Aetate, Secrétariat pour l'Unité, observateurs, relations judéo-chrétiennes.

Inviting Jewish observers in the council? The reflections of the Secretary for the Promotion of Unity on the status of the Jewish interlocutors (1960-1962)

During the preparatory phase of Vatican II, the Secretary for the Promotion of Christian Unity briefly thought of drafting a special status for Jewish representatives that were developing contacts with the council. Most of the latter were representatives of Jewish secular organizations; the question was whether to invite them as observers or not. The project was soon abandoned, after being improperly issued in the press and creating two diplomatic crisis. Still, the history of this aborted status shows the new need, for the time, to institutionalize Jewish-Catholic relationships at a top level. Focusing on the crafting of this new spiritual diplomacy, the article insists on its political and symbolical aspects.

Key words: Vatican II, observers, Secretary for the Promotion of Christian Unity, Nostra Aetate, Jewish-christian relationships.

¿Invitar observadores judíos al Concilio? Las reflexiones del Secretario para la Unidad sobre el estatuto de los interlocutores judíos (1960-1962)

Durante la fase preparatoria del Concilio, la Secretaría para la Unidad de los Cristianos considera brevemente la posibilidad de elaborar un estatuto específico de observadores para los representantes judíos, surgidos principalmente de asociaciones seculares que entran en contacto con él. El proyecto fue abandonado, luego de que

se filtrara a la prensa la cuestión del estatuto de dichos observadores, y de las dos crisis diplomáticas que se sucedieron. La historia de este estatuto que no fue permite retrazar los inicios de una institucionalización de las relaciones entre instancias conciliares y representantes judíos, insistiendo en las apuestas políticas y simbólicas inherentes a esta diplomacia de lo espiritual.

Palabras clave: Vaticano II, Nostra Aetate, Secretaría para la Unidad, observadores, relaciones judeo-cristianas.